

de vie les plus élevés au monde, est une honte.

Comment parler de société juste au Canada quand le cinquième de ses habitants vivent en sous-participation à ses richesses matérielles, quand des régions de son territoire, géographiquement bien définies, sont pratiquement exclues de sa prospérité.

Peut-on parler de société juste quand, d'expérience, nous savons les difficultés auxquelles se buttent certaines classes de la société pour recueillir leur petite part de la prospérité à laquelle pourtant ils possèdent un droit acquis.

Le discours du trône annonce la détermination du gouvernement à restaurer et consolider cette juste société, dans laquelle tous les Canadiens, quelles que soient la région où ils habitent, la langue qu'ils parlent, la religion qu'ils pratiquent, la profession ou le métier qu'ils exercent, pourront participer, à part entière, à la société d'abondance qu'est le Canada. L'esprit humain ne connaît pas le repos. La restauration de la juste société est la responsabilité de chacun, vérité primordiale, essentielle, qui ne peut souffrir l'apathie d'un instant. Elle est la nôtre en particulier, membres de ce Parlement, membres du Sénat. Il existera toujours des problèmes, des maux à écarter, des améliorations à accomplir. Les progrès de la science, de la technologie modifient chaque jour la face du monde et tout gouvernement doit être prêt à s'ajuster à des changements inévitables. Aucune de leurs étapes ne pourra se franchir sans un effort intellectuel constant, sans l'apport de ressources financières, qui, parce que limitées, devront être utilisées selon une minutieuse planification d'ensemble et un choix rigoureux des priorités.

La juste société exigera la révision de notre fédéralisme, avec l'objectif que la justice en notre pays est une chimère sans une unité canadienne plus vigoureuse, sans une coopération plus étroite et plus efficace entre le fédéral et les provinces, tant en matières économiques et financières que linguistiques et culturelles.

Les programmes de sécurité sociale, la législation sur les relations industrielles et les différends de travail, doivent également être révisés, à la lumière de l'expérience maintenant acquise et des principes fondamentaux sur les relations entre l'État et l'individu. Une prise de conscience individuelle est nécessaire. Car l'État ne peut pas tout, il n'est pas un éternel porteur d'étrennes. Il ne doit pas se substituer à l'individu pour le décharger de ses obligations. Il lui incombe cependant de veiller à la sauvegarde de chacun des

droits de l'individu et de défendre farouchement chacune de ses libertés: par exemple dans la publicité nettement exagérée et souvent trompeuse sur la santé, la consommation et l'investissement; détruire ainsi des axiomes stupides pratiqués religieusement comme «achetez maintenant, payez demain.»

La juste société c'est donc, d'une part, un Canada juste. Elle est aussi et surtout un monde juste. Notre rôle s'étend à la société internationale, et, sur ce plan, nos responsabilités sont sans limites.

Nous sommes vraiment, nous Canadiens, privilégiés. Nous vivons dans une société d'opulence, dans une civilisation dont le niveau de vie permet même de songer à l'organisation des loisirs, alors que les deux tiers de l'humanité luttent quotidiennement pour survivre.

Combien d'hommes, de femmes, d'enfants, depuis la lecture du discours du trône, sont morts de faim, de maladie, d'épuisement. Combien d'hommes, de femmes, d'enfants ont succombé depuis, par suite de catastrophes, de guerres, dont nous avons vu, il y a quelques jours à peine, les séquences filmées sur nos écrans de télévision, en remerciant le Ciel d'en être exemptés. A l'heure même, combien d'enfants naissent sans autre espoir qu'une vie moyenne de trente ans, et quelle triste vie, hantée par la recherche quotidienne d'une tranche de pain ou d'un bol de riz. Le fossé séparant les nations riches des nations défavorisées se creuse sans cesse à un rythme effarant.

Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. La tension politique entre l'Est et l'Ouest tient toujours et ne le cède qu'à une autre tension, vitale pour l'humanité, entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud.

Les pays de l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie, cherchent désespérément à prendre la place qui, de droit, leur revient à la table de l'humanité, table sous laquelle tombent parcimonieusement les restes qu'échappent les nations privilégiées.

Les deux tiers de l'humanité réclament leur société juste.

Nos devoirs sont immenses. Nos responsabilités sont lourdes, d'autant plus que le Ciel nous a gratifiés de privilèges qui ne nous sont pas dus. La société juste n'a pas de nationalité. La société juste au Canada ne se conçoit pas sans la société juste dans le monde.

L'instauration de cette société juste au Canada et dans le monde sera notre préoccupation fondamentale au cours de nos travaux durant cette session.